

LA SITUATION EN ARGENTINE : INFORMATION ET DESINFORMATION

Résumé : Contrairement à ce que suggèrent les médias, L'ère Kirchner s'est traduite par une forte récupération de l'économie, notamment l'industrie, une baisse significative des inégalités et une diminution spectaculaire de la dette extérieure, à laquelle ont été consacrés une bonne partie des excédents commerciaux de la période. Revigorée, l'Argentine a pu opposer une résistance acharnée aux attaques des « fonds vautour », appuyés par la justice étatsunienne mais également par des alliés locaux, qui ne supportent pas les réformes économiques et sociales mises en place ces dix dernières années.

La bataille que mène le gouvernement argentin contre certains fonds vautours américains a été l'occasion de lire et d'entendre une quantité incroyable d'inepties sur ce pays, et tout particulièrement sur sa présidente Cristina Kirchner. Un journal réputé sérieux comme *Le Monde* – dont la correspondante, Christine Legrand, se contente de colporter les ragots des beaux quartiers de Buenos Aires – n'échappant pas à la règle. Le comble a probablement été atteint par le « chroniqueur de politique internationale » de France Inter, Jérôme Bellay – qui intervient dans la tranche matinale la plus écoutée de France, celle entre 8 et 9 heures – qui explique doctement que le conflit avec les fonds vautours n'est qu'une histoire secondaire, montée en épingle par Mme Kirchner pour « détourner l'attention sur le fait que le pays est totalement ruiné à cause de sa politique », mélange de populisme et de corruption. Ce pays « ruiné » a toutefois connu pendant les 10 ans – 2003-2013 – de présidence Kirchner (Nestor pendant 4 ans, Cristina, pendant 6 ans) une croissance moyenne de 5,9% à comparer avec 3,9% pour la moyenne latino-américaine (et ce malgré la crise mondiale de 2008-2009). Cela ne serait dû, toutefois, qu'à l'« augmentation exceptionnelle du prix des matières premières » qui a eu lieu pendant cette période. Hélas, le pactole qui en est résulté aurait été « dilapidé » par des mesures « populistes », accompagnées par la

« corruption » – forcément omniprésente dans ce genre de pays ...-, alors qu'il aurait dû être utilisé « pour diversifier l'appareil productif » (thème ressassé notamment par Marie Charrel « journaliste macroéconomie/politique monétaire » du *Monde*).

Qu'en est-il réellement ? Pour répondre à cette question, le mieux est de rappeler quelles sont les principales mesures mises en place pendant les présidences Kirchner. A chacun, ensuite, de se faire une opinion.

Les mesures emblématiques des présidences Kirchner

On commencera par les mesures d'ordre social, pratiquement irréversibles, puis celles qui sont susceptibles d'être remises en cause par un changement de gouvernement. On donne, entre parenthèses, le nom du président pendant laquelle la mesure a été prise – on notera que la grande majorité le fut sous la présidence de Cristina, Nestor ayant consacré la plus grande partie de son mandat à « pacifier » une société profondément ébranlée par la crise, suivie d'émeutes, de 2001 – le président élu d'alors ayant dû quitter par hélicoptère le palais présidentiel, assiégé par la foule.

- * **Une « allocation universelle » par enfant des milieux défavorisés** (Cristina). Inspirée de la *Bolsa Familia* instituée au Brésil par le « bon » Lula et donnée en exemple par la [presse internationale](#). Le but est de toucher les enfants des couches les plus pauvres, notamment ceux des travailleurs du secteur informel (passé de 30% à 17% sous la présidence Kirchner). Sous conditions : [obligation de détenir une carte d'identité \(en Argentine, les immigrants y ont droit aussi\), avoir ses vaccinations à jour et aller régulièrement à l'école](#). Cette allocation est directement versée par l'Etat, alors que jusqu'alors la plupart des mesures d'aide attribuées occasionnellement aux familles passaient par des individus (« punteros ») ou des organisations liés aux partis politiques – le parti péroniste surtout, le mieux organisé pour cela, quand il était au pouvoir et qui en faisait un argument électoral important. Les Kirchner, péronistes pourtant, ont mis fin à cette pratique – rendant la mesure « neutre », universelle et pérenne, coupant court ainsi aux critiques prompts à ne voir en elle qu'une manœuvre électoraliste. Elle fut violemment critiquée par l'opposition à ses débuts – qualifiée de « populiste », on laissait entendre qu'elle allait, au choix, inciter les pauvres à faire plus d'enfants pour ne pas avoir à travailler, ou à se saouler avec. Discours bien connu chez nous aussi... Rentrée dans les faits, plus personne ne la conteste maintenant.

- * **Retraite pour tout le monde** (Cristina). Mesure ressemblant au « minimum vieillesse » de chez nous. Sauf qu'en Argentine, elle touche une fraction bien plus importante de la population, celle qui a travaillé mais n'a jamais, ou peu, cotisé, puisque non déclarée – aux ouvriers du bâtiment et secteurs semblables s'ajoutent les nombreuses « bonnes » employées par les classes moyenne et supérieure ainsi que la plupart des travailleurs des campagnes.

Ces deux mesures, prises dans leur ensemble, touchent une fraction très importante de la population. Financées par l'Etat – elles ne comportent pas de cotisation en contrepartie –, elles ont pour conséquence d'augmenter le poids des prélèvements obligatoires, sans que ceux-ci soient encore loin d'atteindre le niveau moyen en Europe (30% contre 45%, environ).

- * **Retour à un système de retraites exclusivement par répartition** (Cristina). Dans les années 1990, le président Menem (péroniste ayant viré à l'ultralibéralisme) s'est attaqué au système par répartition qui prévalait jusqu'alors, en proposant à ceux qui le voulaient de cotiser dans des caisses privées, censées offrir un meilleur rendement (système par capitalisation). Il se situait alors dans l'air du temps (voir, par exemple, ce [lien](#)). L'illusion a en fait peu duré – le krach boursier de 2001 y a rapidement mis fin, sans parler des déboires subis dans les pays, tels le Chili et la Grande Bretagne, qui ont été le plus loin dans le remplacement de la répartition par la capitalisation. Bien que la décision de « réintégrer » les caisses de retraites privées – qui prélevaient des commissions exorbitantes – au système par répartition ait donné lieu à une campagne de presse très violente, personne ne semble vouloir revenir sur elle, 6 ans après.
- * **Réforme du code du travail**, qui avait été fortement « allégé » pendant l'ère Menem, pour « rendre le pays plus attractif aux investisseurs étrangers » (Néstor). Avec, en particulier, l'instauration de négociations collectives obligatoires, s'imposant aux contrats de travail « individuels ».
- * **Mise à la disposition de tous les enfants des écoles publiques d'un ordinateur portable, qui reste toutefois propriété de l'Etat, qui s'occupe de l'entretien, des mises à jour, etc.** (Cristina). Pour lutter contre la « fracture numérique », surtout dans les provinces les plus reculées – et plus pauvres.
- * **Renationalisation de la compagnie d'aviation nationale, *Aerolinas Argentinas*** (Néstor), vendue par Menem (alors qu'elle était rentable) au groupe espagnol *Marsans* qui s'était empressé de la dépecer –

vendre ses avions, apport immédiat d'argent, pour en louer ensuite, selon les besoins – pour la laisser ensuite dans une situation proche de la faillite. Le PDG de Marsans a d'ailleurs été, depuis, incarcéré en Espagne, pour y avoir commis des délits [du même genre](#).

Sans nationalisation, ce pays grand comme sept fois la France, allant du pôle sud aux tropiques, serait resté sans compagnie d'aviation nationale (les dessertes internes sont pour la plupart non rentables, vu la distance et la faible densité de la population en dehors de la province de Buenos Aires). Depuis, la compagnie s'est dotée d'une nouvelle flotte, notamment d'Airbus, et a repris ses vols intérieurs et sur les principales lignes internationales, qui avaient été progressivement abandonnées – même si elle subit encore des pertes, comme bien d'autres.

- * **Renationalisation de la compagnie nationale de pétrole** (Cristina), YPF, vendue également par Menem au groupe espagnol Repsol, qui a littéralement vidé les gisements existants, privilégiant les profits à court terme (récupérer au plus vite sa mise), en sacrifiant l'investissement (recherche de nouveaux gisements). Le pays, autrefois exportateur de pétrole, a maintenant une balance énergétique lourdement déficitaire – résultat aussi de la forte croissance dans l'ère Kirchner (la consommation d'électricité, par exemple, a triplé). L'Argentine est l'un des pays ayant les plus grandes réserves en gaz et pétrole de schistes – réserves se trouvant en outre dans des zones très peu peuplées (Patagonie).
- * **Renationalisation du système ferroviaire** (Cristina), vendu par Menem à des compagnies privées qui ne s'intéressaient qu'à certaines lignes permettant de transporter les (énormes) récoltes de soja, maïs et blé. D'importants investissements ont été faits pour rénover les voies, notamment des réseaux de banlieue, quasiment à l'abandon, avec l'achat de centaines de trains neufs à la Chine (1 million de dollars le wagon ! Bien moins cher qu'Alstom qui en plus demandait à être payé cash – pas de prêt à un « failli »...), tout en réhabilitant des ateliers d'entretien et de réparation, fermés par Menem. L'idée est de reconstituer une industrie ferroviaire qui avait une certaine importance dans le passé (l'Argentine est un pays en bonne partie non montagneux, idéal pour le train, avec un réseau ferré relativement dense). Et c'est pas mal pour la planète !
- * **Politique de défense et de promotion de l'industrie nationale** (Néstor et Cristina), en partie détruite par les militaires dans les années 80, puis par Menem, notamment par des politiques

d'ouverture à tout va – au point qu'à l'apogée de Menem, l'Argentine importait d'Europe des produits agroalimentaires de base (pêches et poires au sirop, par exemple). L'Etat a repris directement certaines industries ou en subventionne d'autres, en vue de reconstituer un tissu industriel non négligeable, mais délabré suite à l'ouverture indiscriminée aux importations par Menem, conseillé par le FMI. Le patronat est d'ailleurs divisé dans son attitude envers le gouvernement : une partie, notamment les PME, appuie sa politique de protection et de promotion de l'industrie nationale, l'autre réclamant sans cesse la dévaluation du peso et le retour à l'« ouverture au marché international », avec baisse des « coûts salariaux » (obtenue indirectement à travers des dévaluations fortes et incessantes), etc. Malgré ces efforts, l'industrie n'a toujours pas rattrapé son niveau des années 1980.

- * **Importants crédits à l'Université** (Nestor). Beaucoup de scientifiques argentins sont rentrés, les salaires étant redevenus décents. Fin du chantier de la troisième centrale nucléaire (abandonné par Menem) produisant de l'électricité. L'Argentine exporte de petites centrales nucléaires à usage médical (production d'isotopes...), malgré les interférences US. Une centrale prête à être embarquée pour être installée en Iran, fin des années 90, a été bloquée sous Menem, suite aux injonctions US – et ce bien qu'elle était destinée à la recherche et à des usages pacifiques. De façon générale, la part dans le PIB consacrée à l'éducation a fortement augmenté – après que Menem l'ait fortement diminuée (voir ci-dessous).
- * **Réforme de la charte de la Banque Centrale** (Cristina) l'autorisant à acheter (dans certaines limites) des Bons du Trésor – et non seulement à veiller aux dérapages de la monnaie. Les économistes argentins des divers gouvernements depuis l'effondrement de 2001 se réclament ouvertement de l'hétérodoxie – contrairement à leurs prédécesseurs des années 70-90.

Question privé/public, la Poste et le service des eaux (du moins dans la province de Buenos Aires, où réside la moitié de la population) ont été « renationalisés » par Nestor Kirchner qui jugeait leur fonctionnement défaillant. En revanche, les autres grands services publics (*utilities*) – électricité, gaz, télécommunications, aéroports, ports, bus et autobus (y compris urbain), métro (ces deux derniers très largement subventionnés) – sont à 100% privés (pas de présence forte de l'Etat actionnaire comme en France).

Le tableau dressé à partir de ces mesures n'a pas de quoi étonner un européen...

Brève comparaison avec des pays semblables de la région

Pays bien doté par la nature et avec un niveau d'éducation élevé, l'Argentine a longtemps été en tête pour son niveau de vie en Amérique Latine (avec l'Uruguay, très proche). Sa position s'est dégradée pendant la dictature militaire et la période qui l'a suivie – notamment la présidence de Menem, qui a vu les dépenses d'éducation et de santé fortement baisser, ainsi que les inégalités fortement augmenter. Sous l'ère Kirchner, la tendance a été inversée. Ainsi, l'indice Gini des inégalités, [qui était de 50,2 en 2004 est descendu à 44,5 en 2013](#), le plus bas d'Amérique Latine, si on exclut Cuba. A titre de comparaison, ceux du Chili et du Brésil sont actuellement de 52,1 et de 54,7 (le vertueux Uruguay étant à 45,3). Ces statistiques et celles qui suivent sont toutes tirées du [Human Development Report des Nations Unies de 2013](#).

Côté dépenses publiques d'éducation, l'Argentine est en tête aussi, avec 6% du PIB, le Brésil la suivant de près (5,7%), tandis que le Chili est loin derrière (4,5%). Même constatation avec l'« indice de satisfaction » perçu en ce qui concerne l'éducation : Argentine 63%, Brésil 54%, Chili 44%. La rémunération des enseignants a doublé (hors inflation, évidemment) pendant l'« ère Kirchner »

Dépenses publiques de santé : 4,4% du PIB pour l'Argentine, 4,2% pour le Brésil, 3,8% pour le Chili (faibles si on compare à l'Europe, le privé ayant toujours un poids important dans ces pays). Le niveau de satisfaction perçu à leur propos est de 66% en Argentine, 45% au Chili et 44% au Brésil. Le Chili se caractérise par un service de la dette extérieure particulièrement élevé (6,8% du revenu national, contre 3,8% pour l'Argentine et 2,1% pour le Brésil). Il a également des dépenses militaires beaucoup plus élevées, en proportion.

Retour sur les années Kirchner

En 2013 la croissance n'a été « que de » 3%, l'inflation approchant les 30%. Pratiquement tous les épisodes de forte croissance en Argentine ont toutefois été associés à une inflation importante. A l'origine de l'inflation, il y a essentiellement une lutte pour « le partage du gâteau » – la répartition du produit entre différents groupes sociaux. Dans le cas de l'Argentine d'avant 2001, cette lutte avait momentanément cessé, un dur régime d'austérité – baisse du PIB et déflation durant 3 ans – accompagné d'une

hausse impressionnante du chômage (atteignant près de 30%) et de la pauvreté, ayant provoqué un repli sur soi généralisé.

La quasi-totalité des économistes (y compris « de gauche ») ayant pignon sur rue souscrivaient ouvertement ou implicitement à cette politique, tellement prédominait l'idée que si le lien entre peso et dollar était rompu, il y aurait un retour inévitable de l'hyperinflation – le souvenir des débâcles des années 80 et du début des années 90 était encore très présent. Il n'en a pourtant rien été. Quand le peso a été brusquement, dévalué (de 40% pour commencer, pour finir un an après à 4 pesos pour 1 dollar), le gouvernement d'alors (président Duhalde) s'opposa fermement à ce que les prix intérieurs – à commencer par les prix réglementés des services (eau, gaz, électricité, téléphone, transports publics) et le prix des produits alimentaires – se « dollarisent » (augmentent au même rythme que le taux de change entre dollar et peso). Il résista notamment aux pressions des multinationales, essentiellement françaises et espagnoles, très présentes dans les services privatisés par Menem, et du « campo », qui voulait vendre dans le pays aux prix (en dollars) du marché mondial, tout en payant ses salariés et fournisseurs aux prix locaux (en pesos) ... Céder, c'était revenir à la case départ.

Cela n'a toutefois pas été le cas, malgré la force de ces secteurs, le reste de la classe dominante, et ses satellites habituels de la « classe moyenne », ayant encore en mémoire la grande trouille de 2001. Les « piquetes » de travailleurs et d'habitants des quartiers populaires – qui avaient pris l'habitude de couper les routes et les ponts pour faire valoir leurs revendications – étaient toujours présents, leur rappelant quotidiennement l'existence d'une sourde colère populaire (chômage élevé, revenus fortement diminués après trois années de récession).

Suite à la forte dévaluation de 2002, les biens importés étaient devenus pour la plupart inaccessibles, ce qui permit à la production locale de redémarrer, avec une forte stimulation par l'Etat qui, ayant repris le contrôle de la création monétaire, put à nouveau embaucher, payer les salaires des fonctionnaires et investir – amorçant une spirale vertueuse de dépenses, les banques encore demeurées sous son contrôle ouvrant à nouveau les vannes du crédit. Les capacités de production en hommes et en machines étant largement sous utilisées, l'économie repartit très rapidement – un cas d'école de relance keynésienne ! Tout le monde, ou presque, louait alors Kirchner, qui avait confirmé à son poste le ministre d'économie, Roberto Lavagna, initiateur de cette politique lors de la présidence (éphémère) de Duhalde. Kirchner a en outre entamé un dialogue avec les représentants des *piquetes*, tout en s'engageant de ne jamais user de la force contre eux – la police étant prompte à réprimer durement les mouvements sociaux. Il a ainsi gagné leur confiance, tout en menant une

politique axée sur l'amélioration du sort des plus défavorisés – ce qui a d'ailleurs contribué à la relance de l'économie. Piquetes et occupations sauvages ont progressivement disparu, au grand soulagement des nantis. Forte croissance, baisse du chômage et du travail informel, mesures sociales largement approuvées : l'optimisme était de mise. Lorsqu'elle prit la succession de son mari, au bout de quatre ans (en 2007), Cristina Kirchner fut élue dès le premier tour. Demeurait une inflation latente de l'ordre de 6-8%, en partie justifiée par le prix toujours élevé des produits importés, en partie alimentée par l'anticipation de hausses futures. Avec, toujours, la pression des grands céréaliers qui voulaient aligner leurs prix sur ceux du marché mondial. Le souvenir des émeutes s'étant progressivement estompé – Adam Smith notait déjà la grande capacité des êtres humains à oublier les épisodes passés désagréables –, la lutte pour le partage du gâteau reprit de plus belle, dont l'inflation croissante était la manifestation la plus visible. Arguant toujours du coût en dollars de certains de leurs entrants et profitant aussi de l'ambiance euphorique d'une croissance « à des taux chinois », les entreprises ont repris leur vieille habitude de donner régulièrement un coup de pouce aux prix (chacune accusant les autres d'avoir commencé...). Les syndicats, requinqués par la baisse du chômage et une législation du travail plus favorable, ont évidemment réagi en demandant des hausses de salaires pour compenser « la hausse du coût de la vie » mais aussi pour obtenir leur part dans l'augmentation de la taille du gâteau. Hausses assez facilement accordées par le patronat – les syndicats ayant une tradition de lutte musclée ... –, qui savaient pouvoir se rattraper sur les prix. Et ainsi de suite. Tout le monde n'appréciait pas, toutefois, les diverses réformes sociales destinées à réduire les inégalités et les quelques privatisations, impulsées surtout par le gouvernement de Cristina Kirchner – Nestor ayant surtout remis l'économie en marche. Le principal let motif de la présidente était l'« inclusion » des plus défavorisés (travailleurs informels, personnes âgées, enfants des quartiers ou régions pauvres). Les média, jusqu'alors plutôt bienveillants ou « neutres » avec Nestor Kirchner, qui avait réussi à redémarrer l'économie sans avoir à faire de casse sociale, ont alors affiché une hostilité croissante devant cette nouvelle orientation politique, clairement marquée à gauche¹.

1 Nestor Kirchner, quasiment inconnu lors de son élection – résultat d'un vote de rejet de Menem, qui s'était à nouveau présenté – s'était rallié la gauche en revenant sur la loi « *punto final* », qui arrêta toute poursuite contre les militaires impliqués dans la sanglante répression des années 70-80. La plupart d'entre eux furent alors jugés et lourdement condamnés. Un des premiers gestes symboliques de Kirchner fut de décrocher le portrait du général Videla, responsable de dizaines de milliers de « disparitions » et exécutions sommaires, qui figurait encore dans la « galerie des présidents » de la Casa Rosada, siège de la présidence. La droite a grogné, mais pas trop, vu le discrédit dans lequel étaient tombés les militaires. Tant qu'on en

Le travail de sape des média

Deux groupes jouent un rôle prédominant dans les média argentins actuels. D'une part, il y a celui qui est représenté par le journal « sérieux » de référence, *La Nation*, organe traditionnel de la grande bourgeoisie (gros propriétaires fonciers, multinationales de l'agroalimentaire) –, support et souvent instigateur des innombrables coups d'Etat militaires dont est clairesmée l'histoire du pays. L'autre groupe, plus récent et plus puissant, s'est constitué autour d'un journal plus « populaire » (faits divers, petites annonces, football ...), *Clarín*. Ce groupe a étendu son emprise dans les années 80-90, pendant lesquelles il a pris le contrôle des principales chaînes de radio et de télévision – dont celle d'information continue, omniprésente dans les lieux publics –, tout en détenant la principale compagnie de diffusion de télévision par câble (*Cablevision*), la plus grande d'Amérique Latine (82% des argentins sont « câblés »). Trouvant Cristina trop « radicale » et « autoritaire » – ils ne lui pardonnaient pas, entre autres, d'avoir réintégré les caisses de retraite au système par répartition –, ils ont entrepris une campagne furieuse et systématique contre tout ce que son gouvernement pouvait faire, en voyant partout « corruption » et « gabegie ». Pratiquement sans preuves, mais le principal était de semer le doute dans les esprits. Des nuées de journaliste et d'avocats se sont jetés sur le passé des Kirchner et des membres du gouvernement, sortant des « affaires » qui s'avéraient être pour la plupart non fondées. Les non-lieux étant occultés, surtout qu'ils venaient bien longtemps après – la justice étant, comme partout, longue à statuer –, une autre « affaire » accaparant alors l'attention. Il y eut bien, pendant les 10 ans de l'ère Kirchner, quelques cas de corruption avérée (des peccadilles, d'ailleurs²) mais ce n'est rien si on compare avec les affaires autrement plus importantes apparues pendant la même période en France, sous les règnes successifs de Chirac, Sarkozy et Hollande. Il est difficile d'imaginer le climat de haine que peuvent propager les média, surtout quand ils détiennent un pouvoir quasi hégémonique – le gouvernement ayant peu de moyens pour riposter, le secteur audiovisuel public étant très faible³. On a assisté en particulier à une situation

était dans le domaine des symboles, et qu'on ne touchait pas au portefeuille, ce n'était pas trop grave.

² Il y a eu le cas presque ridicule d'une ministre de l'économie qui avait « planqué » dans son bureau une somme d'environ 40.000 euros dont elle ne pouvait justifier l'existence. Le cas le plus grave est celle d'un sous-secrétaire au transport, Ricardo Jaime, inculpé pour divers détournements de fonds.

³ Cristina Kirchner a proposé une nouvelle loi sur l'audiovisuel – l'existante est un héritage des militaires ... - qui a été longuement discutée, par les universités, les représentants de diverses « communautés », etc. Votée à une large majorité, son application a été bloquée pendant quatre

incroyable : les médias, appuyés par l'opposition, publiaient des indices sur l'inflation bien supérieurs à l'indice officiel (et à ce que tout observateur sérieux pouvait constater), avec l'approbation implicite du patronat, passé dans sa grande majorité dans une opposition ouverte et déclarée au gouvernement (auquel il reprochait sa politique redistributive, « frein aux incitations à entreprendre », etc.). Les syndicats, profitant de l'aubaine, utilisaient alors ces indices pour augmenter leurs exigences, accentuant la course en avant dans les prix. On dit que la droite française est la plus bête au monde, mais l'argentine la suit de très près dans le classement ...

La haine des médias – plutôt des groupes qui sont derrière eux – contre le gouvernement est telle qu'ils ont repris avec une certaine complaisance les arguments des fonds vautours⁴. Comme l'a dit Aldo Ferrer, sans doute l'économiste argentin le plus respecté dans son pays et dans le monde, « alors que pratiquement le monde entier, gouvernements compris, dénonçait le comportement du juge Griesa, c'est en Argentine qu'on trouve ses derniers défenseurs ». Et ce alors qu'il est très probable que dans un an, l'« opposition » gagnera les élections – inévitable usure du pouvoir⁵. Elle aura à gérer une dette terriblement alourdie si le gouvernement cédait aux injonctions de Griesa – sans parler de la kyrielle de procès qui s'ensuivraient. La droite française, aussi bête soit-elle, n'aurait probablement pas eu un tel comportement suicidaire ...

La situation après la pseudo « faillite »

En 2013-2014, l'économie argentine est entrée dans une période plus tourmentée. Comme le Brésil, son principal partenaire commercial. Elle a

ans suite à des « plaintes » pour « atteinte à la liberté d'expression » déposées par le groupe Clarin – dont le pouvoir de monopole était atteint. Il a fallu que la Cour Suprême la valide – malgré une campagne médiatique infernale, au point que des députés l'ayant voté s'en sont désolidarisés – en janvier 2014 pour que son application puisse être envisagée (en fait, les obstructions continuent ...)

⁴ Les fonds vautours y contribuent activement. Ils ont mis en place une *American Task Force Argentina*, qui a recruté deux anciens membres haut placés de l'administration Clinton, grassement payés, dont la tâche consiste à dénigrer l'Argentine par tous les moyens (campagnes de presse, « réunions » avec des journalistes dans des hôtels de luxe, etc.). L'idée est de la montrer comme dirigée par des voyous, « qui s'en mettent plein les poches », « qui ne respectent pas la loi » et qui portent tort à leur pays en ne payant pas. Alors que s'ils le faisaient, ils ne seraient plus au ban de la communauté internationale, les dollars pleuvraient sur le pays, qui baignerait dans le bonheur et la prospérité. Le pire, c'est qu'une partie de la presse locale (et internationale...) reprend leurs arguments, alors que payer entraînerait une cascade de réclamations et un brutal alourdissement de la dette laissée aux générations futures.

⁵ Le parti des Kirchner, *Frente para la Victoria*, est de loin le plus important – de l'ordre de 35% des voix. Les autres, très divisés, dépassent rarement 10%. Mais en faisant bloc au deuxième tour – leur seul point commun étant la haine du kirchnérisme – ils devraient l'emporter, quitte à se déchirer ensuite...

l'avantage sur lui de ne pas dépendre des mouvements des capitaux extérieurs, mais l'inconvénient de ne pas avoir accès au crédit international. Le gouvernement est pris entre les revendications des diverses catégories sociales, attisées par des médias qui gonflent délibérément les chiffres de l'inflation, la pression permanente du « campo », qui stocke ses produits plutôt que de les vendre pour tarir la rentrée de dollars et pousser ainsi à la dévaluation, les entreprises qui paient leurs importations à un prix très élevé – façon de mettre leurs profits à l'étranger. Il est clair que la bataille se mènera sur le front intérieur – capacité à freiner l'inflation et à la course au dollar qu'elle engendre, à relancer l'économie tout en limitant l'effet d'entraînement sur les importations, etc.

Concernant les relations avec l'extérieur, la politique suivie par les Kirchner a consisté à désendetter au maximum le pays, de façon à dépendre le moins possible des bailleurs étrangers. Politique réussie : remboursement total du FMI et d'autres organismes internationaux, accord avec le Club de Paris sur la dette envers les pays d'Europe et accord de « restructuration » avec 93% des détenteurs de la dette privée. Alors que le *default* de 2001 portait sur 93 milliards de dollars, dont 82 pour les teneurs de bons, l'Argentine a remboursé pendant l'ère Kirchner 137 milliards de dollars, dont 81,5 aux teneurs de bons⁶. Si on ne tient pas compte des intérêts, ces derniers ne sont donc pas loin d'avoir récupéré leurs billes. Ainsi, la dette extérieure totale, publique et privée, en devises (dollars, euros) [est passée de 150% du PIB en 2002 à 8,3%, en 2013](#). Les dames du *Monde* ne parlent guère de ce désendettement spectaculaire en quelques années seulement...

En remboursant leurs créanciers et en payant scrupuleusement aux échéances prévues les teneurs des bons « restructurés », les Kirchner avaient un objectif précis : montrer qu'après la faillite de 2001, dont ils n'étaient d'ailleurs pas responsables, l'Argentine était redevenue un pays crédible, qui a utilisé ses excédents de la période faste (prix élevé des matières premières) pour rembourser ses créanciers et réduire ainsi fortement sa dette. Le fait que le juge Griesa ait bloqué les paiements destinés aux teneurs de bons restructurés, en exigeant que d'abord soient payés ceux qui ont refusé la restructuration, ne change pas fondamentalement la situation. Il est vrai que la campagne médiatique – parlant de « faillite » alors que le soi-disant « failli » a payé ce qu'il devait, sauf à la petite minorité (les « vautours ») ayant refusé l'accord proposé – a momentanément porté un coup à ce patient travail, dont le but est de donner à l'Argentine la possibilité d'emprunter à nouveau sur le marché international à des taux « normaux ». Travail qui n'a toutefois pas été

⁶ En fait, ces bons « restructurés » – 30% de la valeur faciale des bons qu'ils remplaçaient – étaient indexés sur la croissance future du pays. Comme celle-ci a été forte, une bonne partie de leur valeur a été récupérée.

inutile : les grands bailleurs de fonds internationaux savent que le pays a la capacité et la volonté de payer, comme il l'a montré ces dernières années – quoique disent les média⁷. Ils savent aussi que la bataille se mène essentiellement sur le plan intérieur – le principal danger étant qu'une opposition éclatée en factions incapables de s'entendre arrive au pouvoir, grâce à un éphémère « front anti-Kirchner », et plonge à nouveau le pays dans le chaos.

⁷ Il est d'ailleurs significatif que les prix des bons restructurés ne se sont pas effondrés le jour de la soi-disant « faillite ». Bien au contraire : après une légère baisse, ils sont repartis à la hausse, dépassant largement leur valeur d'avant la date « fatidique ». Preuve que leurs détenteurs s'attendent à être payés, même si cela prend du temps. Une partie d'entre eux, surtout des banques, ont même envisagé à un moment de racheter leurs titres aux vautours, afin de débloquer la situation. Le jeu devait donc en valoir la chandelle ...